Sauvons la planète Terre

Partage international nº 15 – Novembre 1989

« L'environnement deviendra la priorité numéro un *dans le monde entier. »* — déclaration publiée dans *Partage international* en juin 1989

Des responsables politiques américains et des scientifiques spécialistes des sciences de la terre se sont récemment rencontrés à Washington afin de constituer une mission de sauvegarde de l'environnement à l'échelle planétaire, dont le but, selon les termes mêmes de l'un des scientifiques, sera de *« sauver la planète Terre ».*

Des experts venus des Universités, du Congrès américain et de diverses agences gouvernementales ont évoqué — avec une insistance inhabituelle dans le milieu prudent de la recherche conventionnelle — les conséquences engendrées par l'utilisation massive des combustibles fossiles et par la destruction de millions d'hectares de forêts tropicales humides.

Et tandis que certains groupes développent l'idée d'associer les efforts nationaux et internationaux pour financer le coût onéreux de l'exploration de l'espace, il apparaît que les participants étaient d'accord à l'unanimité sur la nécessité d'allouer la plus grande partie des ressources financières attribuées à la science à une meilleure compréhension des besoins écologiques immédiats de la planète. Mais la distance qui sépare ce qui est connu et ce qui doit être connu reste encore très grande, a déclaré Peter Thatcher, membre de l'Institut des Ressources Mondiales. *« Ce qui est choquant, c'est que l'on connaisse mieux la face cachée de la Lune que la plus grande partie du continent africain. »*

Les principes de Valdez — Tirant en partie son inspiration des principes de Sullivan, un ensemble de règles établies afin de guider les entreprises faisant des affaires en Afrique du Sud, une coalition d'organisations écologistes et d'investisseurs sociaux ont créé les principes de Valdez, un outil qui permet d'apprécier le comportement des sociétés quant au respect de l'environnement. Ce code a été établi dans le but d'orienter l'investissement individuel et institutionnel vers la protection de l'environnement et afin d'obliger les entreprises à avoir un comportement social responsable.

Créés par la Coalition pour des Économies Respectant l'Environnement à la suite de la terrible catastrophe pétrolière de la société Exxon en Alaska, les principes de Valdez fournissent des directives aux entreprises décidées à adopter une attitude qui respecte notre environnement et reconnaît l'interdépendance qui nous conditionne. Un système de récompense allouant des subventions importantes aux entreprises qui adhèrent à ces principes et pénalisant financièrement celles qui s'y soustraient, fera comprendre aux sociétés qu'il est coûteux d'être socialement irresponsable.

Faire connaître les entreprises qui se seraient engagées à suivre les principes de Valdez pourrait bien avoir des répercussions d'une portée considérable. Non seulement les investisseurs des caisses d'assurance vieillesse, les institutions universitaires et les individus pourraient se servir de ces principes afin de prendre leurs décisions d'investissement, mais les actionnaires pourraient également proposer des résolutions demandant aux entreprises de s'y conformer, et les consommateurs les utiliser afin de déterminer quels produits acheter et quels services utiliser. Les étudiants arrivant sur le marché du travail pourraient quant à eux considérer ces principes comme un bon outil leur permettant de déterminer s'ils souhaitent accepter ou non telle offre d'emploi dans telle compagnie.

Une priorité absolue — Le président de la Banque Mondiale, Barber Conable, a promis de faire de l'environnement une priorité absolue pour les années 1990. M. Conable a déclaré, lors de la réunion annuelle de la Banque Mondiale, que *« dans la prochaine décennie, il sera impossible d'améliorer la qualité de la vie, tant dans les pays industrialisés que dans ceux en voie de développement, à moins de porter un effort considérable pour la protection de notre environnement ».* M. Conable répondait ainsi à des critiques qui accusent la BanqueMondiale d'ignorer les problèmes d'environnement générés par les projets de développement qu'elle avalise dans les pays du tiers monde.

Au cours de l'assemblée annuelle, le ministre des Finances français a déclaré que les riches pays industrialisés devraient allouer de plein gré des fonds supplémentaires à la Banque Mondiale afin de traiter les problèmes écologiques. Il a déclaré que la France serait d'accord pour apporter une contribution d'un montant de 140 millions de dollars à la création d'un fonds écologique d'un montant global de

1,25 milliards de dollars.

La Croix Verte — L'Union Soviétique souhaite la création d'une Croix Rouge de l'environnement au sein des Nations Unies, qui serait à même d'apporter une assistance d'urgence à des pays devant soudain faire face à un désastre écologique. Certains l'appellent déjà la *« Croix Verte ».*
« Vaincre la menace pesant sur l'environnement de la planète et assurer la sécurité universelle par une action rapide et efficace est un impératif », a écrit le ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chévardnadzé dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. M. Chévardnadzé a insisté pour que l'Assemblée Générale de l'O.N.U. traite cette question lors la session actuellement en cours.

Ce Centre d'Assistance d'Urgence pour l'Environnement, dont la création est proposée, dépêcherait des groupes internationaux d'experts dans les régions touchées par des désastres écologiques. Les Soviétiques, en définitive, attendent de ce centre qu'il prévienne les désastres, et que son action ne soit pas limitée à la réparation des dégâts. Il pourrait aider notamment les pays en voie de développement à préparer et à réaliser les études de faisabilité des nouveaux projets industriels d'importance, potentiellement dangereux.

Des héros de l'écologie — Un couple de San Francisco vient de créer un prix qui sera décerné annuellement à six *« héros de l'écologie de base »* dans le monde, un par continent habité. Ce Prix Goldman de l'Écologie, d'un montant de 360 000 dollars, proposé par le couple de philanthropes Richard et Rhoda Goldman, sera décerné pour la première fois au mois d'avril par un ensemble de juges prestigieux. Quatre-vingt-dix candidats aux premières attributions ont déjà été sélectionnés par quinze organisations écologistes ainsi qu'un groupe de personnalités connues sur le plan international.

Thématiques : environnement
Rubrique : Faits et prévisions